L'hon. M. Munro: Le comité sénatorial de la pauvreté a eu l'occasion . . .

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ne me parlez pas de ce comité du Sénat.

L'hon. M. Munro: Vous avez exprimé vos opinions à ce sujet ou du moins votre parti l'a fait.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous en arrivons dans un instant au comité sénatorial de la pauvreté. Je tiens à rappeler mon amitié au ministre étant donné ce que je vais lui dire. Nous recevons toujours le traitement que nous avons eu au cours des années avec les gouvernements libéraux. Ils décident des projets à nous présenter. Ils nous en saisissent en nous disant que c'est à prendre ou à laisser. Comme je l'ai dit, avec notre système de gouvernement responsable c'est leur droit, mais le premier ministre et ses collègues au cabinet n'avaient-ils pas annoncé leur intention d'agir différemment? Ils veulent que le Parlement s'engage. Nous n'avons eu aucune chance de le faire ici.

C'est un bill complet que nous avons actuellement à l'étude. Le ministre a jugé nécessaire de demander au député de Simcoe-Nord (M. Rynard) s'il est pour ou contre. Le ministre pense le mettre dans l'embarras. S'il me pose la même question je l'éclairerai au sujet de notre position au cas où il aurait des doutes.

L'hon. M. Munro: Je ne vous la poserai pas.

Mr. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ce que je veux dire, c'est qu'il n'est pas étonnant qu'on soit peu nombreux à la Chambre, qu'on s'intéresse peu à cette question. On nous avait fait croire que nous participerions au processus, ce dont on ne nous donne pas du tout l'occasion.

Des voix: Bravo!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous pouvons poursuivre ce débat de 2^e lecture et exprimer nos vues. Le bill sera ensuite expédié au comité où l'on nous permettra de l'étudier article par article. Or, arriverons-nous à obtenir des modifications fondamentales à la conception du bill? Non. Les seules modifications qui y seront apportées seront celles dont seront convenus le premier ministre du Canada et celui du Québec. Le premier ministre du Canada a informé le premier ministre Bourassa, dans une lettre, que s'ils se mettaient d'accord au sujet de la participation provinciale on pourrait apporter les modifications nécessaires à la mesure car elle allait . . .

M. Béchard: Vous parlez comme Drew en 1944.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le député sait bien que non. Je pense m'être exprimé clairement. C'est la même vieille technique, c'est à prendre ou à laisser. Elle est utilisée par un gouvernement qui a promis de recourir à la technique du Livre blanc.

J'en reviens à mon sujet après l'intervention du ministre au sujet du comité sénatorial de la pauvreté. Je lui accorde le bénéfice du doute car les responsables sont peut-être les rédacteurs de ses discours mais il est plus qu'injuste de sa part de nous lire des citations laissant entendre que certaines organisations bien connues appuient le principe du bill qui vise à supprimer les pres-

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

tations de certains pour en faire profiter d'autres. Il a nommé le Conseil canadien du progrès social mais a-t-il cité ce que ce Conseil a dit au sujet du régime de sécurité du revenu familial? Non. Il a paraphrasé ce que ce Conseil a déclaré devant le comité sénatorial de la pauvreté lorsqu'il s'agissait de la pauvreté en général. Même en le paraphrasant il n'a pu dire catégoriquement que ce Conseil approuve ce bill.

L'hon. M. Munro: Bien sûr que non.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le ministre dit «bien sûr que non» mais il a essayé de nous donner l'impression que le Conseil canadien du progrès social, le Conseil national du bien-être, le Congrès du travail du Canada . . .

L'hon. M. Munro: J'ai dit qu'ils pensaient que nous faisons une chose constructive avec les allocations familiales.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je ne vais rien paraphraser mais je vais consigner une citation. Il s'agit des observations et recommandations du Conseil canadien du progrès social sur le Régime de sécurité du revenu familial proposé dans le Livre blanc de 1970 du gouvernement fédéral intitulé «La sécurité de revenu au Canada». C'est une déclaration de politique publiée en 1971. Je cite un passage de la page iii:

De l'avis du Conseil:

Les allocations familiales doivent être universelles, payées à toutes les familles chargées d'enfants et à titre de droit social, ce qui évitera une division entre les familles et un élément infamant. Le programme actuel . . .

Il s'agit du programme d'allocations familiales.

. . . comporte cette particularité, mais le FISP l'éliminerait.

Voilà qui condamne ouvertement le fait que ce bill passe de l'universalité à la sélection.

L'hon. M. Munro: Non, ce n'est pas vrai.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je conseille au ministre de lire ces documents avant de faire des interjections.

L'hon. M. Munro: Y est-il dit comment recouvrer l'argent?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): A la page iv, le rapport traite de l'universalité et de la sélection. Les auteurs affirment qu'ils croient possible d'exercer une sélection dans un régime universel. En d'autres termes, on est prêt à prévoir des arrangements fiscaux pour ceux qui gagnent le plus de telle sorte qu'on recouvrerait la totalité ou la plus grande part de la somme.

L'hon. M. Munro: Nous y voilà.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voyons, voyons! Le Conseil se prononce carrément en faveur d'un régime qui garde le principe de l'universalité et évite l'injustice de stigmatiser certaines personnes du fait qu'elles reçoivent une aide particulière. Je demanderais au ministre de lire la page 10 dont je cite l'extrait suivant:

Les allocations familiales doivent être universelles: i.e. versées à toutes les familles chargées d'enfants. A ce titre, elles seraient considérées comme un droit social fondamental et éviteraient de partager les familles en «nanties» et «démunies», . . .